

Darmanin, Vidal, Le Pen...

Les variants d'extrême droite prolifèrent !

À une semaine d'intervalle, quasiment coup sur coup, deux ministres de Macron affichent leurs affinités avec l'extrême droite. C'est d'abord Gérard Darmanin, ministre de l'Intérieur, qui étale son entente cordiale avec Marine Le Pen, lors du débat sur France 2, le 11 février. Le ministre de Macron va jusqu'à juger la cheffe du RN « quasiment un peu trop dans la mollesse » vis-à-vis de l'islam... Un « trop molle » qui a tourné en boucle dans les médias, tandis que Marine Le Pen lui rendait la politesse en avouant qu'« à part quelques incohérences j'aurais pu signer ce livre » (le bouquin de Darmanin).

Vidal, soutenue par Blanquer, prend le relais de Darmanin

Puis c'est Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, qui va diligenter via le CNRS une enquête sur l'emprise de l'« islamo-gauchisme » dans le milieu universitaire.

Des centaines de chercheurs et universitaires, riposte salubre, dénoncent la police des idées, cette chasse aux sorcières, et demandent la démission de la ministre.

Celle-ci n'a d'ailleurs pas innové : il y a quelques mois, son collègue à l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, lançait déjà l'anathème d'« islamo-gauchisme », amalgamant terrorisme islamiste et extrême gauche (allez savoir qui ça visait !), contre tous ceux qui dénonçaient la politique de racisme d'État dirigé contre les musulmans – mise en œuvre en particulier avec cette « loi contre les séparatismes » qui vient d'être adoptée par le parlement.

La droite extrême louche vers l'électorat d'extrême droite...

Voilà des mois que Macron et son staff sont en campagne électorale pour les prochaines régionales, si elles ont lieu avant l'été, tout en visant la présidentielle de 2022.

Résultat : ce dont Marine Le Pen et ses amis rêvent, Macron et son staff le font... sans « mollesse ». Ils visent tous, surtout, à détourner l'anxiété voire la colère qui s'expriment dans les classes populaires face aux conséquences de la gestion capitaliste de la pandémie sur l'emploi, les salaires et les conditions de vie.

Seule la vraie vie et nos luttes peuvent les bousculer

Le racisme et tout le fatras d'idées moyenâgeuses que véhicule cette droite nationaliste n'est pas le seul point commun entre LRM, LR et RN. Il y a aussi le silence complet devant les problèmes quotidiens.

Les commerçants ruinés ? Rien ou très peu. Les agriculteurs et éleveurs, aujourd'hui aux prises avec les grands de la distribution ? Rien non plus de la part du gouvernement, sinon des jérémiades. Les travailleurs licenciés un peu partout dans le pays ? Rien, vraiment rien. Les queues devant les banques alimentaires et autres restos du cœur qui accueillent maintenant des jeunes ? Rien non plus. Et les SDF ? Rien de rien.

Tout l'argent et les aides de l'État – magiques ! – sont allés à ceux qui en avaient déjà. Quasiment rien aux autres. Des centaines de milliards donnés au grand patronat sans contreparties. Macron, Le Maire et Darmanin sont les artisans de cette politique, mais Marine Le Pen n'en dit rien, elle qui pourtant, du moins en période électorale, se prétend volontiers protectrice des Français modestes.

Droite et extrême droite se livrent à un vrai numéro de clowns. D'un côté, ceux qui pèlent les oignons – Macron et ses ministres qui servent leurs maîtres capitalistes, les très riches, attaquent les droits des travailleurs, expulsent les migrants et distillent le poison raciste –, et de l'autre, ceux qui pleurent ou piaffent de prendre leur place – les Républicains et Marine Le Pen.

Restent nos mobilisations et nos luttes. En gestation certes. Elles seules peuvent les faire taire, tous.

PSA, une entreprise socialement responsable ?

Trois semaines après la première grève historique qu'ont menée les ouvriers de l'usine de Kenitra au Maroc l'heure est à la répression. Les grévistes ont en effet fondé un syndicat, rattaché à l'Union Marocaine du Travail, l'une des plus anciennes centrales syndicales marocaines. Depuis, PSA a mis à pied six des membres du bureau de la section syndicale. Ces derniers ont en effet refusé de signer les lettres pré-écrites de démission du syndicat qu'on leur tendait. Convocations, pressions, menaces tout est bon pour museler la libre expression des ouvriers avec l'aide des autorités locales.

Froid polaire mais cadences infernales

Mardi 9 février, alors que la région rennaise était couverte de neige, la direction de La Janais a fait travailler le soir jusqu'à 21h00. Elle a même imposé une demi-heure supplémentaire à un atelier. Tout ça pour entasser des voitures à retoucher, pénurie de puces oblige.

Certains ouvriers habitant les campagnes ont mis plusieurs heures à rentrer chez eux, avec le risque d'avoir un accident. Ceux utilisant les bus de la ville de Rennes ont dû se débrouiller pour rentrer car ces derniers avaient été stoppés par précaution !

Le lendemain beaucoup n'ont, très normalement, fait aucun effort pour venir et l'usine a dû tourner au ralenti.

Les invariants des NAO

Le premier round des Négociations Annuelles Obligatoires sur les salaires du 17 février dernier n'a pas failli à la règle. La direction s'est comme à chaque fois présentée en chien battu : le marché en berne, la concurrence acharnée, les normes européennes, etc. Et cette année une excuse bien facile, ça n'a pas loupé, le coronavirus !

Comme d'hab' une multitude de prétextes pour nous dire, jurant la main sur le cœur qu'elle ne peut pas délier les cordons de sa bourse pour augmenter nos salaires. Et pourtant elle s'apprête à annoncer début mars un bénéfice d'un milliard d'euros – dix milliards cumulés sur 5 ans – et à verser 2,5 milliards d'euros aux actionnaires dans le cadre de la fusion PSA/FCA. Covid ou pas n'ayons pas de scrupules à réclamer notre dû !

Videz Vidal !

Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, persiste et signe : dimanche dernier, elle a réitéré ses insultes envers les enseignants-chercheurs qui seraient selon elle gangrenés par « l'islamo-gauchisme ». Depuis un an, les étudiants n'ont pour la plupart quasiment pas pu

remettre un pied dans les facultés et ne peuvent plus trouver de jobs ou de stages. Les images des files d'étudiants devant les banques alimentaires et les témoignages de leurs difficultés inondent les réseaux sociaux. Sur tous ces sujets en revanche, elle n'a rien à dire. Dans le monde universitaire et parmi les étudiants, les appels à sa démission se multiplient. Ce serait la moindre des choses !

Génocide rwandais : l'État français complice.

Les archives sur le génocide rwandais de 1994 n'ont pas fini de parler : les preuves de plus en plus accablantes du soutien de l'État français aux autorités génocidaires s'accumulent. Le journal en ligne *Médiapart* révèle ainsi un télégramme dans lequel un conseiller au ministère des Affaires étrangères relaie explicitement l'ordre à l'armée française de laisser s'enfuir à l'été 1994 les responsables du génocide des Tutsis.

Pour défendre ses intérêts dans la région, l'État français a armé, puis soutenu, les auteurs du génocide tout du long. Sa responsabilité directe dans le massacre de plus de 800 000 Tutsis est indéniable.

Plate-forme Uber : une bataille perdue par les exploités numériques

La cour suprême britannique vient de reconnaître que les chauffeurs de VTC (réservation de voitures avec chauffeur) travaillant pour Uber sont bien les employés de la plate-forme numérique. Ils devraient donc avoir droit à un salaire minimum et à des congés payés. Un avocat de deux cents chauffeurs Uber enfonce le clou : « Ce sont des salariés, ils ne fixent pas leurs prix, ne choisissent pas leurs clients, utilisent un outil de travail qui appartient à Uber. » Une victoire pour ces chauffeurs qui pourrait inciter d'autres travailleurs de plates-formes numériques à revendiquer les droits qu'elles leur volent.

Vaccin : inégalités et traitements de faveur

Les millions de personnes qui attendent de se faire vacciner contre le Covid-19 seront ravies de l'apprendre : Nicolas Sarkozy, 66 ans, s'est vu administrer sa première dose de vaccin dès janvier dernier. À cette époque, seules les personnes de plus de 75 ans étaient normalement concernées par le planning de vaccination. Comme quoi, il suffit d'avoir le bon nom... Tout un symbole des inégalités en matière d'accès aux vaccins !

Retrouvez les bulletins
L'Étincelle sur Facebook

